



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 17/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRIMAGAZ - Site de DRUYE

110 ESPLANADE DU GENERAL DE GAULLE
COEUR DEFENSE
92000 Nanterre

Références : 2026-0099
Code AIOT : 0010013706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement PRIMAGAZ - Site de DRUYE implanté La Fosse Savonnières 37190 Druye. L'inspection a été annoncée le 09/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée durant un exercice POI, déclenché en heures ouvrables en dehors des heures de présence de l'exploitant sur site. Le scénario retenu par l'exploitant était une fuite non enflammée au niveau de la zone de chargement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRIMAGAZ - Site de DRUYE

- La Fosse Savonnières 37190 Druye
- Code AIOT : 0010013706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le «relais-vmc» PRIMAGAZ à Druye fait suite à la mise en œuvre de la mesure supplémentaire associée au PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) PRIMAGAZ de Saint-Pierre-des-Corps, approuvé le 20 octobre 2017, prévoyant la cessation d'activité des installations situées à Saint-Pierre-des-Corps et la création d'un «relais-vmc» dans le périmètre de Tours Métropole.

Il est constitué d'un réservoir sous talus de stockage de 400 m³ de gaz inflammables liquéfiés, de postes de chargement / déchargement de camions citernes. L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif aux travaux de construction et à l'exploitation d'un relais-vmc de propane au lieu-dit «La Fosse Savonnières» à Druye par la société Compagnie des Gaz de Pétrole PRIMAGAZ.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 2.1.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Ouvrages de gestion de l'eau	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 1.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	GMPI	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.4.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Mise en place d'un SGS	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.6.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exercice POI futur mode libre-service	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Exercice POI du 15/01/2026	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2	/	Sans objet
3	Procédure POI - Mesures d'organisation	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Procédure POI - alerte gestionnaire autoroutier	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Exercice POI du 12/12/2024 : REX	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Suivi des mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 2.1.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
11	Maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.6.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
13	Visite terrain : moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice POI futur mode libre-service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/12/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le POI. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation. L'exploitant planifie certains exercices en dehors des heures ouvrables.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p>
<p>Conclusion :</p> <p>L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Exercice POI du 15/01/2026

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le POI. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation. L'exploitant planifie certains exercices en dehors des heures ouvrables. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p>
<p>Conclusion :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Procédure POI - Mesures d'organisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction du POI et donc des secours. Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p> <p>Conclusion : L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Procédure POI - alerte gestionnaire autoroutier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription non publiable</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p>

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exercice POI du 12/12/2024 : REX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment :

- [...]

- L'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations »

- [...]

[...]

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi des mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 2.1.2

Thème(s) : Autre, Mesures ERC

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024
Prescription contrôlée : <p>[...] Mesure de suivi écologique : Un suivi écologique est réalisé 1, 3, 5 et 10 ans après le début de l'exploitation afin de caractériser l'évolution des cortèges faunistiques et floristiques sur le site, avec pour cibles principales l'observation des populations d'amphibiens, de reptiles et d'oiseaux. Les résultats de ce suivi sont communiqués à la DREAL Centre-Val de Loire. [...]</p>
Constats : <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 20/06/2024, l'écart suivant avait été constaté : "Les comptes-rendus de visites de l'écologue réalisées en 2024 sur le site de PRIMAGAZ Druye pour le suivi faunistique et floristique n'ont pas été présentés en séance, ni transmis à l'inspection des installations classées."</p> <p>Par courrier du 25/11/2024, l'exploitant a transmis le rapport "Plan de gestion du dépôt de gaz Primagaz" établi par la société ADEV Environnement et daté du 31/10/2024. Ce rapport inclut le diagnostic écologique de l'année 0 (=2023) ainsi que les relevés faunistiques et floristiques effectués en année 1 (=2024).</p> <p>Conclusion : L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Mesures ERC
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024
Prescription contrôlée : <p>LES MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION EN PHASE EXPLOITATION :</p> <p>- Pose d'un filet anti-amphibiens : Un filet anti-amphibiens définitif est posé autour du franchissement du fossé central par la route d'accès aux installations sud et à proximité du fossé nord. Ce filet similaire à celui posé pendant la phase travaux est adossé à un grillage rigide, est</p>

enfoui dans le sol sur 10 à 15 cm et a une hauteur de 50 cm de hauteur hors sol.

[...]

- Plantation de haies semi-arbustives : La plantation d'une haie semi-arborée, de type semi-arbustive, est prévue en accompagnement au long de la partie sud de l'emprise. Les essences plantées doivent être variées et d'origine locale afin d'optimiser les potentialités écologiques de la haie et de ne pas introduire de pollution génétique. Un minimum de 5 espèces différentes permet de garantir une diversité d'essences suffisante à la création d'une haie à visée écologique. Les plants utilisés devront être labellisés « végétal local ».

[...]

LES MESURES DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT :

La zone humide, définie sur la base du caractère pédologique, présente au sud du terrain d'implantation est atteinte partiellement car située au droit de l'implantation de la zone d'exploitation. Cette zone humide est désignée « zone humide sud ». Aucune autre zone humide n'est atteinte. L'atteinte de la zone humide sud amène à la mise en place de la démarche ERC (Évitement, Réduction, Compensation).

La démarche de compensation suivante est mise en œuvre :

- Adapter la dépression humide située à l'est immédiat du bassin comme mesure compensatoire de la surface de zone humide détruite. Cet espace de 2 800 m² sera décaissé et parcouru de noues végétalisées par des saules.

Constats :

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 20/06/2024, l'écart suivant avait été constaté :

"Les prescriptions ERC relatives aux filets amphibiens semblent pour certaines inadaptées et méritent d'être révisées sur la base d'éléments justificatifs probants. Il revient à l'exploitant de porter à la connaissance de M. Le préfet ce projet de modifications des dispositions qui lui sont applicables. Une nouvelle consultation des services (type ARS, DDT) pourrait s'avérer nécessaire sur proposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit également répondre au constat formulé sur la haie semi-arborée et la saulaie lors de la précédente inspection de novembre 2023."

Par courrier du 11/09/2024, l'exploitant a indiqué qu'un porter à connaissance avec les éléments justificatifs serait transmis.

Au jour de la visite d'inspection du 15/01/2026, le porter à connaissance attendu n'a pas encore été déposé en préfecture.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est maintenu. Les prescriptions ERC relatives aux filets amphibiens semblent pour certaines inadaptées et méritent d'être révisées sur la base d'éléments justificatifs probants. Il revient à l'exploitant de porter à la connaissance de M. Le préfet ce projet de modifications des dispositions qui lui sont applicables. Une nouvelle consultation des services (type ARS, DDT) pourrait s'avérer nécessaire sur proposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit également répondre au constat formulé sur la haie semi-arborée et la saulaie lors de la précédente inspection de novembre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Ouvrages de gestion de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 20/06/2024, l'écart suivant avait été constaté : "L'exploitant doit clarifier auprès de l'inspection des installations classées la description du fonctionnement et le positionnement des organes de régulation des volumes d'eaux entre les bassins de rétention du site afin de respecter les exigences requises en matière de rétention. Si des prescriptions s'avèrent inadaptées par rapport à la réalité de fonctionnement des installations, il est de la responsabilité de l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les modifications de prescriptions à entériner en fournissant un argumentaire dûment justifié." Par courrier du 11/09/2024, l'exploitant a indiqué qu'un porter à connaissance avec les éléments justificatifs serait transmis. Au jour de la visite d'inspection du 15/01/2026, le porter à connaissance attendu n'a pas encore été déposé en préfecture.</p> <p>Conclusion : L'écart précédemment identifié est maintenu. L'exploitant doit clarifier auprès de l'inspection des installations classées la description du fonctionnement et le positionnement des organes de régulation des volumes d'eaux entre les bassins de rétention du site afin de respecter les exigences requises en matière de rétention. Si des prescriptions s'avèrent inadaptées par rapport à la réalité de fonctionnement des installations, il est de la responsabilité de l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les modifications de prescriptions à entériner en fournissant un argumentaire dûment justifié.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : GMPI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, GMPI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024
Prescription contrôlée : Prescription non publiable
Constats : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport. Conclusion : L'écart précédemment identifié est partiellement levé et reformulé : l'exploitant n'a pas présenté le certificat de résistance aux effets thermiques des conteneurs accueillant les GMPI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé dans la partie confidentielle du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.4.4
--

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024

Prescription contrôlée :

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...] Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. [...] Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. [...] Les systèmes, de protection contre la foudre, prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne. L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.[...]

[...] L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. [...]

Constats :

Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Conclusion :

Afin de confirmer la levée de l'écart précédemment identifié, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'intégralité du rapport de vérification complète de maintenance du système de protection foudre daté du 23/08/2024 et établi par TelComTec (notice de vérification n°05/22/8284/TCT).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé dans la partie confidentielle du rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...] ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p> <p>Conclusion : L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mise en place d'un SGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, avant la mise en service du relais-vrac, un système de gestion de la sécurité selon les dispositions définies dans l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé ou tout texte s'y substituant. Y sont définies les dispositions organisationnelles concourant à la prévention et au traitement des accidents majeurs conformément à la transposition en droit français de la directive SEVESO III. Ces dispositions organisationnelles sont décrites dans le « Manuel SGS » qui référence notamment toutes les procédures et modes opératoires relatifs à la sécurité du site. Ce manuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [..]

Constats :

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 20/06/2024, l'écart suivant avait été constaté :
 "L'exploitant n'a pas présenté en séance le document décrivant le système de gestion de la sécurité mis en place sur le site de Druye."
 Par courrier du 15/11/2024, l'exploitant a transmis le manuel du système de gestion de la sécurité daté d'octobre 2018. Ce document très succinct (1 page) ne répond pas aux exigences d'un système de gestion de la sécurité selon les dispositions définies dans l'arrêté du 26 mai 2014 ou tout texte s'y substituant.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est maintenu et reformulé : l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la mise en place d'un système de gestion de la sécurité sur le site de Druye selon les dispositions définies dans l'arrêté du 26 mai 2014 ou tout texte s'y substituant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Visite terrain : moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024

Prescription contrôlée : Prescription non publiable
Constats : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cette fiche de constats relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport. Conclusion : L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite